

## **Entrepreneuriat social et réduction de la pauvreté : Analyse de l'expérience algérienne à travers le dispositif micro-crédit**

Social entrepreneurship and poverty reduction:  
Analysis of the Algerian experience through the  
microcredit system

**MEDOURI Souhir<sup>1</sup>**

Doctorante

FSECG/Laboratoire MECAS /Université de Tlemcen

souhir\_eco@yahoo.fr

**MALIKI Samir B.E**

Professeur

FSECG/Laboratoire MECAS /Université de Tlemcen

samir.maliki@univ-tlemcen,dz

**Date de soumission:05-04-2020 /Date d'acceptation :31-05-2020/Date de publication 30-06-2020**

### **Résumé :**

Dans cet article, nous analysons la stratégie de réduction de la pauvreté en Algérie à travers l'entrepreneuriat social. Un programme ambitieux a vu le jour en créant des agences d'aide à la création d'entreprises dans tous les domaines pour réduire le taux de chômage. Une analyse de l'agence ANGEM nous a permis de constater que malgré l'effort déployé en termes du nombre de projets financés, il est impératif d'innover sur le plan management des projets afin de réduire les inégalités entre les différentes régions de l'Algérie et permettre un développement durable.

**Mots-clés :** Entrepreneuriat social, Pauvreté, Chômage, Micro-crédit, Algérie

**Code JEL :** I32, I39

### **Abstract:**

In this paper, we analyze the poverty reduction strategy in Algeria through social entrepreneurship. An ambitious program was set up by setting microcredit agencies in all areas to reduce the unemployment rate. An analysis of the ANGEM agency showed that despite the effort made in terms of the number of financial projects, It

---

<sup>1</sup> **Auteur Correspondant :** Medouri Souhir. E-Mail: souhir\_eco@yahoo.fr

is imperative to innovate in project management in order to reduce the inequalities between the different regions of Algeria and enable sustainable development.

**Keywords:** Social Entrepreneurship, Poverty, Unemployment, Microcredit, Algeria

**Jel Classification Codes :**I32, I39

### **Introduction:**

La pauvreté en tant que phénomène sociale et économique a toujours préoccupé des chercheurs de disciplines différentes. Dans les Objectifs du Développement Durable (ODD) et en passant par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), on trouve la pauvreté pratiquement dans tous les objectifs d'une manière directe ou indirect.

Beaucoup de travaux académiques pluridisciplinaires ont essayé de trouver des solutions pour réduire le niveau de la pauvreté et surtout proposer des mesures qui peuvent aider les décideurs à combattre ce phénomène.

Parmi les travaux les plus populaires dans la littérature, on note la question de l'acquisition des capacités, c'est-à-dire les « capacités » au sens de Sen (1999), nécessaires pour influencer la trajectoire des individus et des collectivités vulnérables, voire vulnérabilisées. De nombreux travaux menés aussi bien dans les champs théoriques qu'empirique ont mis de l'avant le concept d'*empowerment* pour caractériser ce processus de « capacitation » collective.

Il n'en demeure pas moins le rôle essentiel que l'État doit jouer afin d'assurer cette notion de « capacités » chez l'individu, en procurant des ressources financières suffisantes et en assurant le transfert des connaissances. Et il doit aussi assurer l'imbrication ascendante des actions locales aux échelles régionale et nationale (Klein et Raufflet,2014).

Ceci dit, des dispositifs d'aide ont vu le jour en Algérie depuis les années 90 pour lutter contre la pauvreté, participer à la création des postes d'emploi et développer par la suite l'esprit entrepreneurial chez les jeunes.

La transition de l'économie algérienne vers un nouveau modèle basé essentiellement sur le marché a engendré une pression sur le marché de travail. En fait, beaucoup de diplômés universitaires et des diplômés de la formation professionnelle se sont retrouvés dans des situations de chômage durable. Aussi, la situation sociale de beaucoup d'eux est précaire. Si l'État a assuré des subventions sociales pour l'éducation et la santé, ce n'est pas le cas pour l'emploi, ou la pression démographique d'une population jeune ainsi que la récession économique ont joué un rôle négatif dans le développement d'un marché de travail dynamique.

Créer plus d'entreprises est apparu un bon remède de cette situation, vu les expériences des autres pays en termes de développement de l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat social en particulier.

Pour cela, des programmes d'aide au profit des chômeurs ont été implémenté comme ANSEJ, ANGEM, CNAC pour booster l'esprit entrepreneurial et réduire la pauvreté à travers le développement des activités dans tous les secteurs de l'économie.

Notre article essaye d'analyser le développement de l'entrepreneuriat sociale en Algérie par le biais du micro-crédit de l'Agence Nationale de GEestion du Micro-crédit ANGEM en répondant à l'hypothèse principale : le dispositif ANGEM a-t-il participé réellement à la réduction de la pauvreté en Algérie ?

Pour ce faire, et après une introduction, nous présentons une revue de la littérature concernant la liaison entre l'entrepreneuriat social et la réduction de la pauvreté. La section trois fera l'objet d'une analyse descriptive du dispositif ANGEM depuis sa création et sa participation au développement de l'entrepreneuriat social. Nous terminons l'article par une conclusion.

### **1.Revue succincte de la littérature:**

La problématique de la réduction la pauvreté est présente dans beaucoup de travaux académiques pluridisciplinaires. La plupart de ces travaux ont montré la nécessité d'une mesure multidimensionnelle pour cerner bien ce phénomène en regroupant plusieurs aspects socio-économiques. Néanmoins, combattre la pauvreté est toujours enregistré dans un cadre de politiques publiques et donc dépendra de l'écosystème existant dans un pays donné.

Parmi les outils de lutte contre la pauvreté, on note le développement de l'entrepreneuriat et plus récemment on trouve dans la littérature des travaux concernant la solidarité et l'entrepreneuriat sociale, ou comment en d'autres termes développer des emplois durables au service de la lutte contre la pauvreté.

Depuis son apparition au cours des années 1990, le concept d'entrepreneuriat social se caractérise principalement par la volonté de soumettre la performance économique aux critères de l'intérêt général. L'entrepreneuriat social est défini comme une nouvelle approche entrepreneuriale combinant la lutte contre la pauvreté avec des solutions basées sur le marché. Il a gagné en popularité comme méthode de lutte contre l'entêtement social et économique. Essentiellement, cette nouvelle approche applique des principes pour résoudre des problèmes sociaux (Aliouche et Schlenrich 2015). Elle consiste à créer de nouveaux modèles pour la fourniture de produits et de services qui répondent directement aux besoins humains fondamentaux qui restent insatisfaits par les institutions économiques ou sociales actuelles (Seelos et Mair, 2005).

« L'entrepreneuriat social est un concept qui représente l'ensemble des activités et des processus pour créer et soutenir la valeur sociale en utilisant des approches entrepreneuriales et innovantes et en tenant compte des contraintes de l'environnement externe » (Brouard, Larivet, et Sakka,2010)

La plupart des travaux ont confirmé la corrélation positive entre l'entrepreneuriat social et la réduction de la pauvreté. A ce titre, l'entrepreneuriat social et l'innovation sociale sont étroitement liés et les deux s'intéressent à la détermination des possibilités de répondre à un besoin social ou de relever des défis sociétaux (Phillips et al., 2015).

L'innovation sociale pour objectif de réduire la pauvreté est l'intersection de l'innovation sociale, de l'entrepreneuriat social et de l'innovation frugale. Ce type d'innovation vise à réduire la pauvreté en créant des emplois grâce à l'entrepreneuriat dans les PME et répondre aux besoins des pauvres (Fahrudi, 2020).

D'après (Sutter et al.,2018), encourager l'esprit d'entreprise est défini de manière étroite comme encourager les pauvres à ouvrir des microentreprises, mais ils sont également sceptiques quant aux avantages. En analysant 200 articles sur l'entrepreneuriat et la réduction de la pauvreté, ils ont pu mettre en lumière trois perspectives sous-jacentes différentes : la réduction de la pauvreté par l'entrepreneuriat en tant que remédiation (actions qui répondent aux préoccupations immédiates en matière de ressources), la réforme (actions

conduisant à des changements institutionnels substantiels), et révolution (actions qui changent les hypothèses capitalistes sous-jacentes de l'entreprise).

Dans cette logique, Les entrepreneurs sociaux peuvent accéder au capital de la microfinance, du crowdfunding (une plateforme en ligne pour recueillir de nombreuses petites contributions d'un grand nombre de personnes pour financer un projet ou une entreprise ; et un marché avec un impact d'investissement (investissements dans des entreprises, des organisations et des fonds pour générer des retombées positives pour la société et obtenir un rendement financier (Logue et al., 2017).

En Algérie, les études académiques sur la pauvreté se sont multipliées depuis les années 2000, en d'autres termes, depuis l'organisation de la conférence sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en 2000 par les autorités publiques. Néanmoins, un déficit de taille reste à améliorer dans ce contexte. Il s'agit de l'information statistique qui est rare et ne permet pas de cerner ce phénomène dans toutes ses dimensions.

En l'absence d'enquêtes nationales sur la pauvreté à part celle de l'O.N. S (Office National de Statistiques) sur le niveau de vie des ménages en 2011, les publications existantes ont utilisé des micro- sondages dans différentes régions et en utilisant des techniques statistiques multiples.

On peut citer dans ce contexte les résultats obtenus par Benhabib et al., 2007, ou les résultats de deux enquêtes ménage dans la région de Tlemcen, ont montré la nécessité d'une politique socio-économique structurellement saine pour réduire la pauvreté, en tenant compte des réformes du marché du travail et de l'amélioration des conditions de logement. Aussi, réduire les déséquilibres régionaux grâce à des politiques de développement rural, et augmenter le stock de capital social par l'autonomisation de la société civile et le réseautage sont des facteurs clés de lutte. Le filet de sécurité sociale (l'allocation de base de solidarité et l'allocation pour le travail communautaire) s'est avéré inefficace pour réduire considérablement la pauvreté, tant par son ampleur que par sa couverture. (Benhabib et al., 2006).

Une autre publication, s'est intéressée à la relation pauvreté- eau, où les résultats ont montré que la fréquence de l'eau, le stockage et le type d'accès peuvent être considérés comme de meilleurs indicateurs de la pauvreté et donc être utilisés pour cibler les ménages pauvres. Par ailleurs, en ce qui concerne les implications politiques, les auteurs considèrent que l'organisation algérienne de gestion de l'eau (l'Algérienne des Eaux) doit participer au processus de conception et de mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté en améliorant l'approvisionnement en eau des ménages, contrôlant au mieux les puits et les sources d'eau, appliquer un prix de solidarité de l'eau pour les faibles revenus des ménages et réexaminer les prix sur la base de niveaux de vie différents dans le district (Maliki et al., 2009).

Une autre dimension de la pauvreté a été recensé dans la littérature algérienne. Il s'agit d'une application d'un modèle de régression multinomiale sur un échantillon de 500 ménages dans la région de Tlemcen pour cerner le rôle de l'éducation dans la réduction de la pauvreté subjective.

Les principales variables qui ont déterminé ce lien sont des facteurs non scolaires tels que le niveau d'éducation du chef de famille, le sexe, les dépenses d'éducation et tout cours supplémentaire pour les enfants (Maliki et al., 2012).

Concernant la contribution des émigrés dans la réduction de la pauvreté en Algérie, l'étude de (Margolis et al., 2015) révèle que les transferts étrangers contribuent à réduire de plus de 40 % le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 2 \$ par jour, le taux de pauvreté passant de 35,4 à 19,5 % dans les régions étudiées en région de la Kabylie et de Tlemcen. L'impact serait atténué si de meilleures opportunités d'emploi local étaient mises à disposition, mais l'estimation de la limite inférieure présentée ici constate encore une réduction de la pauvreté, due à la migration, de 35%.

Selon une étude sur la microfinance et pauvreté subjective en Algérie (Smahi et al., 2012), la déclaration du bénéficiaire d'un microcrédit, indiquant avoir subi des impacts positifs et négatifs sur sa pauvreté subjective, mérite d'être analysée par un suivi rigoureux à travers une étude panel, ce qui peut être une contrainte dans le contexte algérien. Il est donc clair que pour l'État, le microcrédit qui reste pour le moment une considération purement institutionnelle, est géré par des structures publiques et financé par des banques publiques.

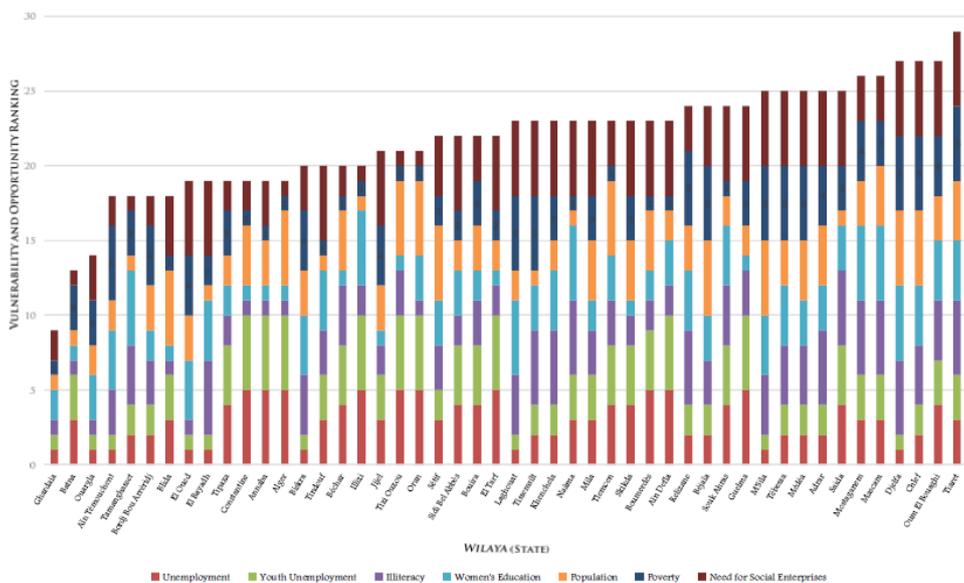
**2.Étude Analytique sur l'expérience algérienne:**

Dans cette partie, nous présentons les dernières statistiques concernant le phénomène de la pauvreté en Algérie lié au chômage ainsi que le rôle joué par l'agence ANGEM dans le développement de l'entrepreneuriat social à travers la création de micro-entreprises.

**2.1. Pauvreté et chômage en Algérie:**

À l'aide d'un ensemble clé d'indicateurs économiques, une étude de vulnérabilité a été menée afin de déterminer les wilayas qui ont le plus besoin d'amélioration économique. Les indicateurs utilisés sont le chômage, chômage des jeunes, éducation des femmes, analphabétisme, pauvreté telle que définie par le PNUD et la densité de la population, tous mesurés par wilaya (Figure 1).

**Figure 1. Vulnérabilité économique et investissement dans l'entrepreneuriat social- Classement des opportunités par Wilaya**



Source: Tufts University, 2016, [https://sites.tufts.edu/gis/files/2016/01/Wagner\\_Kristin\\_DHP207\\_2016.pdf](https://sites.tufts.edu/gis/files/2016/01/Wagner_Kristin_DHP207_2016.pdf), consulté le 27 Mars 2020

Chaque indicateur a été codé et classé de 1 à 5, avec 1 indiquant des taux/densité faibles et 5 indiquant des taux/densité élevés. On rajoute un classement individuel pour arriver à avoir un classement global des vulnérabilités. L'étape suivante a consisté à cartographier les entreprises sociales identifiées en Algérie par puis les normaliser par la population et de les classer de nouveau sur une échelle de 1 à 5, avec 1 étant une concentration plus élevée et 5 étant aucune présence d'entreprises sociales. Ce classement a été ajouté au précédent classement de la vulnérabilité pour déterminer le classement global des opportunités pour les entreprises sociales en Algérie, qui définit des zones à la fois économiquement déprimées et dépourvues d'entreprises sociales - et donc mûres pour la culture de l'entrepreneuriat social (Tufts University, 2016).

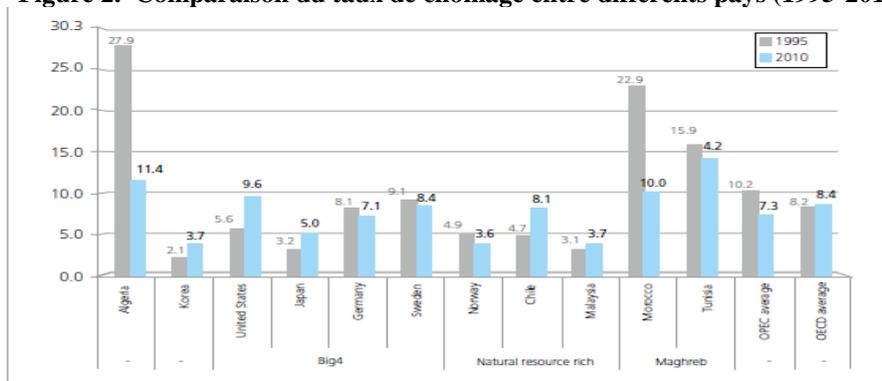
Selon la Figure 1, Les résultats de l'étude de vulnérabilité ont démontré que, sur la base des facteurs économiques employés, les wilayas de Chlef, Mostaganem, Mascara, Tiaret et Djelfa ont des niveaux les plus élevés de vulnérabilité.

Aussi, l'étude révèle une concentration des entreprises sociales au niveau de la capitale, la combinaison des classements de vulnérabilité et des classements d'opportunité présente un fort potentiel pour l'investissement dans la culture de l'entrepreneuriat social dans les wilayas de Chlef, Tiaret, Djelfa et Oum el-Bouaghi.

En 1995, l'Algérie a enregistré un taux de chômage extrêmement élevé de 27,9 %. Toutefois, il s'est considérablement amélioré dans les années 2000 et le taux de chômage a diminué à 11,4 % en 2011. Pourtant, par rapport à d'autres pays comparables, le taux de chômage de l'Algérie reste relativement élevé. Parmi les pays comparables, la Corée affiche le taux de chômage le plus bas, soit 3,7 %. Parmi les pays riches en ressources, la Malaisie affiche le taux de chômage le plus bas, soit 3,7 %. Entre-temps, le taux de chômage moyen des pays de l'OPEP est de 7,3 % ; le taux de chômage moyen des pays de l'OCDE est de 8,4 % (KDI,2013).

Selon une estimation de la Banque mondiale, le taux de chômage en Algérie est en hausse, passant de 10,5 % en septembre 2016 à 11,7 % en septembre 2017. Le taux de chômage des femmes et des jeunes est disproportionnellement élevé : le premier semestre 2016 a vu un taux de chômage féminin de 16,6 % et un taux de chômage des jeunes de 29,9 %.

**Figure 2. Comparaison du taux de chômage entre différents pays (1995-2010)**



Source : KDI, 2013

Même si les données officielles de 2011 font état d'un taux de pauvreté de 5,5 % et d'un taux de pauvreté extrême de 0,5 %, environ un dixième de la population est susceptible de redevenir pauvre d'après plusieurs estimations.

Les données d'enquête les plus récentes qui étaient accessibles au public pour l'estimation de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) en Algérie se rapportent à 2012-2013.

Les statistiques montrent que 2,1% de la population (868 mille personnes) sont multi-dimensionnellement pauvres alors que 5,8% supplémentaires sont classés comme vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle (2 412 mille personnes).

L'ampleur de la privation (intensité) en Algérie, qui est le score moyen de privation atteint par les personnes dans la pauvreté multidimensionnelle, est de 38,8% (UNDP,2019). L'IPM, qui est la part de la population qui est multi-dimensionnellement pauvre, ajusté par l'intensité des privations, est de 0,008. Le tableau 1 compare la pauvreté multidimensionnelle à la pauvreté de revenu, mesurée par la population vivant avec un revenu sous le seuil de 1,90 \$ US par jour. Nous constatons que la pauvreté de revenu ne montre qu'une partie de la réalité. La pauvreté multidimensionnelle est de 1,6 point de pourcentage supérieur à la pauvreté de revenu. Cela implique que les personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté peuvent encore souffrir de privations en matière de santé, d'éducation et/ou standard de la vie. Il montre également le pourcentage de la population algérienne qui vit dans la pauvreté multidimensionnelle. La contribution des privations dans chaque dimension à la pauvreté globale complète une image complète des personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle en Algérie.

**Tableau 1. Comparaison de l'indice de pauvreté multidimensionnelle en Algérie-Libya-Tunisie**

	Survey year	MPI value	Headcount (%)	Intensity of deprivations (%)	Population share (%)			Contribution to overall poverty of deprivations in (%)		
					Vulnerable to multidimensional poverty	In severe multidimensional poverty	Below income poverty line	Health	Education	Standard of living
Algeria	2012/2013	0.008	2.1	38.8	5.8	0.3	0.5	29.9	46.8	23.2
Libya	2014	0.007	2.0	37.1	11.3	0.1	..	39.0	48.6	12.4
Tunisia	2011/2012	0.005	1.3	39.7	3.7	0.2	0.3	25.7	50.2	24.1

Source: UNDP, 2019

## 2.2. L'expérience de l'agence ANGEM

Avant la création de l'ANGEM en Algérie, une Agence de développement social (ADS) a été créée en 1996 sous la tutelle du Premier ministre, puis est passée en 2008 sous la tutelle du ministère de la Solidarité nationale. Elle avait pour mission générale, le développement économique et social des catégories démunies, à savoir : le développement communautaire ; les filets sociaux ; les cellules de proximité ;

les travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (Tuphimo, ex-ABC) et les primes d'insertion des diplômés (PID, ex-CPE) et les micro-crédits.

Afin de renforcer l'aspect social et le soutien des activités d'emploi, l'ANGEM a été créée par le décret exécutif N° 04-14 du 22 Janvier 2004, modifié afin de soutenir, conseiller et accompagner les bénéficiaires du micro-crédit dans la mise en œuvre de leurs activités et le développement de l'esprit d'entrepreneuriat qui remplacerait celui d'assistanat, et aiderait ainsi à l'intégration sociale et à l'épanouissement individuel des personnes.

Au 31 décembre 2019, l'ANGEM a créé 1 351 807 emplois. Le montant des prêts prévus par le micro-crédit ANGEM est fixé à cent mille dinars 100.000 DA minimum (ce dernier peut atteindre 250 000 DA au niveau des wilayas du Sud) et ne saurait dépasser un million de dinars 1000.000 DA.

**Tableau 2. Répartition des crédits octroyés par type de financement au 31. 12. 2019**

Type de financement	Nombre de crédits	Part par programme (%)
Financement Achat de Matières Premières	832 247	90,46
Financement triangulaire – Angem-Banque-Promoteur	87 738	9,54
<b>Total</b>	<b>919 985</b>	<b>100,00</b>

Source: Angem, <https://www.angem.dz/article/prets-octroyes/>, visité le 25.02.2020

L'agence a financé en majorité des achats de matières premières avec plus de 90%. Le reste de son activité a été destiné pour financer une part de l'investissement des promoteurs dans le cadre du financement triangulaire. Presque 64% de ces financements sont destinés aux femmes tandis que le reste a été octroyé pour les hommes. Ceci dit, l'agence a pu réaliser jusqu'à maintenant un de ces objectifs majeurs, le soutien de l'entrepreneuriat féminin.

**Tableau 3. Répartition des crédits octroyés par genre au 31.12.2019**

Genre	Nombre	Part (%)
Femme	584 995	63.59
Homme	334 990	36.41
<b>Total</b>	<b>919 985</b>	<b>100,00</b>

Source : Angem, <https://www.angem.dz/article/prets-octroyes/>, visité le 25.02.2020

Ces crédits ont été octroyés pour toutes les tranches d'âge. Les statistiques de l'agence montrent que 67% des crédits ont été utilisés par des personnes moins de 40 ans. Aussi, on doit signaler que cette agence encourage les seniors (plus de 60 ans) pour lancer des petits projets et ont droit à en bénéficier du soutien financier. Nous avons enregistré 37181 individus. Nous relevons aussi, que l'ANGEM a financé au 31.12.2019, 1629 personnes handicapées sur les 4835 personnes des catégories spécifiques.

**Tableau 4. Répartition des crédits octroyés par tranche d'âge au 31.12.2019**

Tranche d'âge	Nombre	Part (%)
18-29 ans	329 903	35,86
30-39 ans	288 125	31,32
40-49 ans	169 292	18,40
50-59 ans	95 484	10,38
60 et plus	37 181	4,04
<b>Total</b>	<b>919 985</b>	<b>100,00</b>

Source : Angem, <https://www.angem.dz/article/prets-octroyes/>, visité le 25.02.2020

L'entrepreneuriat social comme expliqué auparavant doit toucher toutes les tranches de la population sans prendre en considération le niveau d'instruction. Cette hypothèse est vérifiée, puisque 15,58% des individus bénéficiant de financement sont sans instruction et 13869 sont analphabète. On peut signaler aussi que aussi les universitaires font appel a cette agence pour soit créer ou développer leurs activités entrepreneuriales.

**Tableau 5. Répartition des crédits octroyés par niveau d'instruction au 31.12.2019**

Niveau d'instruction	Nombre	Part (%)
Sans niveau	143 333	15,58
Alphabétisé	13 869	1,51
Primaire	137 385	14,93
Moyen	458 903	49,88
Secondaire	129 266	14,05
Universitaire	37 229	4,05
<b>Total</b>	<b>919 985</b>	<b>100,00</b>

Source : Angem, <https://www.angem.dz/article/prets-octroyes/>, visité le 25.02.2020

### Conclusion:

Nous avons analysé dans cet article le rôle de l'ANGEM en tant qu'organisme de soutien à l'entrepreneuriat en Algérie. L'existence d'une forte inégalité économique ; les taux de consommation des riches et des pauvres sont séparés par pas moins de 27,7 % selon les données de la Banque Mondiale ainsi que le taux de chômage chez les jeunes parmi les plus importants dans la région MENA sont des facteurs qui poussent les décideurs à trouver le meilleur moyen pour atténuer ses inégalités.

L'étude analytique nous a renseigné sur l'urgence de développer l'entrepreneuriat social dans les hauts plateaux, steppe et Sahara, car ses habitants sont les plus touchés par les inégalités. Aussi, malgré l'effort fournis par l'ANGEM en termes de financement de projets entrepreneuriaux, il est recommandé d'introduire de nouveaux mécanismes pour accompagner mieux les porteurs de projets.

### Références bibliographiques:

- Aliouche E. H. and Schlenrich, U. (2015), « Social Franchising », in Brookes, M. and Altinay, L. (editors) *Entrepreneurship in Hospitality and Tourism: A Global Perspective*, Goodfellow Publishers (United Kingdom). September.
- Alvarez, S. A., & Barney, J. B. (2013), « Entrepreneurial Opportunities and Poverty Alleviation. *Entrepreneurship Theory and Practice* », 38(1), 159–184. doi:10.1111/etap.12078
- Benhabib, A., Ziani, T., & Maliki, S. B. -E. (2006), « Poverty evaluation in Algeria: a logit-probit model applied to a multidimensional field survey in the region of Tlemcen », In M. Petmesidou &

C. Papatheodorou (Eds.), *Poverty and social deprivation in the Mediterranean*. New York: Zed Books, Chapter 13.

Benhabib, Abderrrezak; Ziani, Tahar; Bettahar, Samir; and Maliki, Samir., (2007), "The Analysis of Poverty Dynamics in Algeria: A Multidimensional Approach", *Topics in Middle Eastern and North African Economies*, electronic journal, 9, Middle East Economic Association and Loyola University Chicago, <http://www.luc.edu/orgs/meea/>

Brouard, Larivet, et Sakka (2010), «Entrepreneuriat Social et Participation Citoyenne», *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, Vol. 1, No 1 Automne / Fall 2010, 46 – 64

Fahrudi, Agung N.L.I., «Alleviating Poverty through Social Innovation», *Australasian Accounting, Business and Finance Journal*, 14(1), 2020, 71-78. doi:10.14453/aabfj.v14i1.7

KDI (Korea Development Institute), *Establishment of Algeria's National Vision 2030*, Ministry of Strategy and Finance, Republic of Korea, 2013.

Klein Juan-Luis et Emmanuel Raufflet, (2004), « La lutte contre la pauvreté : modèles d'action locale », *Revue Interventions économiques*, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 10 mars 2020. <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2407>

Logue, D., Mcallister, G., & Schweitzer, J. 2017. *Social Entrepreneurship and Impact Investing Report*. UTS. Available from: [https://www.uts.edu.au/sites/default/files/article/downloads/UTS%20SEIII%20Research%20Report\\_2017.pdf](https://www.uts.edu.au/sites/default/files/article/downloads/UTS%20SEIII%20Research%20Report_2017.pdf) [Accessed: 20 Mars 2019]

Sen, A. (1999)., «Development as freedom», Oxford University Press.

Maliki S.B-E. , Benhabib A. and Charmes J., (2009), "Households poverty and water linkages: Evidence from Algeria", *Topics in Middle Eastern and North African Economies*, electronic journal, Volume 11, Middle East Economic Association and Loyola University Chicago, September, in <http://www.luc.edu/orgs/meea/volume11/meea11.html>

Maliki, S.B.E., Benhabib, A., Bouteldja, A., (2012), « Quantification of the poverty-education relationship in Algeria: A multinomial econometric approach», *Topics in Middle Eastern and African Economies*, 14.

Margolis, David, Luis Miotti, El Mouhoud Mouhoub, and Joël Oudinet., (2015), 'To Have and Have Not': Migration, Remittances, Poverty and Inequality in Algeria.", *Scandinavian Journal of Economics* 117(2): 650–685

Phillips, W., Lee, H., Ghobadian, A., O'regan, N., & James, P., (2015), « Social innovation and social entrepreneurship: A systematic review», *Journal of Group & Management*, 40, 428-461. <https://doi.org/10.1177/1059601114560063>

Seelos, C. and Mair, J. (2005)., «Social entrepreneurship: creating new business models to serve the poor», *Business Horizons*, 48, pp. 241– 246.

Smahi A, Maliki S, Arif S.E, (2012), « Micro-finance et pauvreté subjective en Algérie: essai d'analyse », *Revue des sciences de gestion*, 3 (255–256), pp. 133-141

Sutter, C. et al. (2018)., «Entrepreneurship as a solution to extreme poverty: A review and future research directions», *Journal of Business Venturing* (in press), <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2018.06.003>

Tufts University, (2016), «Power in Innovation: Opportunities for Social Entrepreneurship Cultivation in Algeria », 2016, [https://sites.tufts.edu/gis/files/2016/01/Wagner\\_Kristin\\_DHP207\\_2016.pdf](https://sites.tufts.edu/gis/files/2016/01/Wagner_Kristin_DHP207_2016.pdf), consulté le 27 Mars 2020

UNDP (2019). Human Development Report, *Inequalities in Human Development in the 21<sup>st</sup> century*